

« Ma priorité sera la lutte contre la fraude fiscale »

INTERVIEW Ségolène Royal assure qu'elle peut encore s'imposer face à Hollande et Aubry puis battre Sarkozy en 2012. Ce qu'elle défendra aujourd'hui en Corse, mercredi dans le Var et jeudi à Nice. Propositions à l'appui

Cet été, vous avez été très présente à Paris et en régions. Est-ce pour refaire votre retard dans les sondages ou pour peaufiner une stature présidentielle? C'est pour bien faire mon travail, c'est ma conception de la politique. La politique, c'est d'abord servir. En 2012, on va devoir demander des efforts aux Français, leur assurer qu'ils seront équitablement répartis. Il est cohérent de s'appliquer à soi-même ces principes et de faire les efforts considérables que l'échéance présidentielle implique. Elle va décider de l'avenir du pays et de la capacité à prendre un autre chemin. En plus, je le fais avec bonheur. Je n'ai pas cessé depuis 2007, j'ai fait plus d'une centaine de déplacements à travers la France.

Vous sortez un livre* dans les prochains jours.

Que dites-vous aux Français?

La responsabilité de tout candidat, c'est de s'expliquer. Une candidature à la présidentielle, ce n'est pas une question d'image ou de sondages, mais de projet, de vision et de solutions. Je suis convaincue que les solutions existent, alors qu'on fait croire aux Français qu'il n'y a plus de marge de manœuvre, que la France est broyée par la crise financière internationale, que l'Europe serait inerte... Moi, je pense au contraire que la politique sert à agir et à changer les choses, pas à les gérer, à les justifier, ou à les subir. Ce que je dis dans ce livre, ce sont les solutions et les mesures immédiates que je prendrai si je suis élue.

Vous qualifiez

les sondages, qui vous sont tous défavorables, de « bulle spéculative ». Mais les sondés sont des électeurs de gauche...

Le problème, c'est de savoir qui va venir voter et comment les gens vont voter. Un sondage, par exemple, a été fait sur un échantillon de cinq cents personnes! Moi, j'ai eu dix-sept millions d'électeurs à la présidentielle et on espère qu'il y aura trois ou quatre millions de personnes qui vont venir voter... Et on fait un échantillon sur cinq cents personnes! Parmi elles, il y en a une sur deux qui ne sait pas si elle va aller voter et, sur celles qui disent pour qui elles vont voter, une sur trois dit qu'elle peut changer d'avis... Il faut arrêter de manipuler l'opinion : les sondages remplacent les débats d'idées et, de toute façon, ils se sont toujours trompés. Les Français attendent quoi? Des débats, de savoir ce qu'on propose. Et moi, je fais mon travail le mieux possible parce que je veux arriver à prouver que je suis



Ségolène Royal, l'année dernière en vacances en Corse, est catégorique : « Je n'augmenterai pas les impôts. » (Photo Michel Luccioni)

la plus forte et la plus expérimentée pour gagner l'élection présidentielle et pour rassembler les socialistes, bien sûr, mais aussi l'extrême gauche, les écologistes et aussi jusqu'aux

« Je suis la plus forte et la plus expérimentée »

centristes humanistes et aux gaullistes sociaux, comme je l'ai fait dans ma région. **Donc, vous y croyez encore dur comme fer, à l'exemple d'Eva Joly qui a fini par l'emporter chez les écologistes?**

Je crois en effet que les Français n'ont pas encore décidé. Moi, j'ai toujours respecté les électeurs, je n'ai jamais annoncé à l'avance ni une victoire, ni une défaite. Je me bats, parce que je pense avoir des solutions et l'avoir prouvé. Et donc, j'entends être une présidente très efficace, qui va prendre soin des Français. Et je veux que les résignés cessent de l'être et que les indignés mobilisent leur énergie pour construire.

Un éventuel retour de DSK dans cette primaire, vous y croyez?

Oh... je n'ai pas envie d'en parler! **La crise dominera-t-elle la campagne de la primaire?** C'est un sujet majeur. On subit la crise depuis 2008 et les solutions annoncées alors n'ont pas été mises en application. J'avais dit que la crise rebondirait. Les solutions,

ce n'est pas seulement la rigueur, détruire les services publics, massacrer les retraites... Il faut lutter contre la dette, car il est aussi important de maîtriser les dépenses et d'assurer des rentrées fiscales que de relancer l'économie. Ma priorité, ce sera donc la lutte contre la fraude fiscale [45 milliards en France selon la Commission européenne]. Il faut aussi mettre les banques au service des PME, des commerçants et des artisans. Ça n'a jamais été aussi difficile pour eux.

Faut-il débattre de la fameuse règle d'or avec le président de la République, comme l'acceptent désormais Manuel Valls et Martine Aubry?

La règle d'or, qui consiste à limiter les déficits, telle que la propose Nicolas Sarkozy, ne s'appliquerait qu'après 2012, ce n'est pas très sérieux. Depuis qu'il est là, la dette a été multipliée par deux... Et puis, il faut qu'on nous dise comment on atteint cette règle d'or. Et si on ne la respecte pas, que se passe-t-il? Rien... Il faudrait des sanctions. Ce qui aurait du sens, ce serait d'y introduire de la justice fiscale : on est dans un pays où le travail est beaucoup trop taxé et ça décourage l'embauche. Débattons en : un Français sur deux voudrait être associé aux décisions qui les concernent.

Manuel Valls estime que la gauche, au pouvoir, ne pourra pas revenir sur la retraite à 60 ans et qu'elle devra augmenter les impôts. Qu'en pensez-vous?

Là, il faut arrêter! Ce qu'on attend d'un candidat, c'est qu'il fasse des propositions, pas qu'il nous dise ce qui est impossible et ce qui est possible... Moi, je n'augmenterai pas les impôts. D'ailleurs, j'ai la crédibilité pour ça puisque je suis la seule présidente de région ou de département à ne pas les avoir augmentés depuis 2004. J'estime que la crise est suffisamment profonde, que les impôts ont déjà considérablement augmenté. Plus la hausse de l'essence, de l'électricité, de la nourriture... Alors, ça suffit! En revanche, traquons les gaspillages et relançons l'activité économique. Quant aux retraites, soyons sérieux : les salariés qui atteignent les 41 ans et demi à l'âge de 60 ans sont très peu nombreux. Au nom de quoi on va les priver de la retraite alors qu'ils sont au chômage? Des milliers de seniors, des retraités au chômage, ont basculé dans la précarité et sont obligés d'aller aux Restos du Cœur alors qu'ils ont travaillé toute leur vie... Moi, je n'accepte pas. Dès lors qu'on aura la durée de cotisations

de 41 ans et demi, on pourra accéder à la retraite. Mais ce sera facultatif : ceux qui veulent continuer à travailler le pourront. **Les ventes à découvert interdites sur onze banques et assurances françaises pour quinze jours, ça amène de l'eau à votre moulin?** Il est temps! Je demande depuis 2008 que cette décision soit prise. Premièrement, c'est mieux que rien. Deuxièmement, c'est inquiétant parce que c'est uniquement sur quinze jours. Troisièmement, je demande qu'on rende publique la liste des établissements financiers qui ont spéculé sur la dette des États, ce sera dissuasif. Parce que, et c'est ce qui est scandaleux, l'État, c'est-à-dire les Français avec leurs impôts, a renfloué les banques. Et celles-ci, une fois renflouées, ont spéculé sur la dette des États. Y compris avec des ventes à découvert, c'est-à-dire en pariant sur l'aggravation de la dette des États!

Mettre au pas le système financier, n'est-ce pas un vœu pieu, sachant que les créanciers des États demeurent les banques? Mais l'État a renfloué ces banques! Moi, si je suis élue, je rentrerai au capital des banques. Il y a deux choses à faire. D'abord, la réforme des tarifications bancaires : je ferai en sorte que, si on a été en excédent en début de mois et en découvert à la fin, il n'y ait pas de pénalités. La deuxième réforme, que Lula a faite au Brésil, c'est

« Il faut arrêter de manipuler l'opinion »

d'imposer aux banques un certain quota de financement des entreprises. Les banques doivent faire le travail pour lequel elles existent. **Vous séjournerez deux jours en Corse. Votre vision de l'île?** Je viens en solidarité, en amitié, en Corse. Je vais visiter l'hôpital d'Ajaccio : partout où je passe, je me rends dans les services publics qui sont fragilisés. Pour moi, les Corses souffrent de la réalité insulaire, avec le problème des prix, du développement, le chômage des jeunes... Les problèmes du continent sont démultipliés et c'est pour ça qu'il faut de justes compensations, être très à l'écoute. En même temps, il y a un potentiel considérable, ne serait-ce, par exemple, que pour la qualité de la production agricole. Je veille à défendre en Corse les mêmes droits, la même qualité de vie, la même revendication d'amélioration du niveau de vie.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCIS LUMINEAU flumineau@nicematin.fr

* Lettre à tous les résignés et aux indignés qui veulent des solutions (Plan).